

MINISTERE DES PME ET DU COMMERCE

DECRET n° 2001-1036 du 29 novembre 2001 portant création de l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises.

RAPPORT DE PRESENTATION

La création , par décret n° 2001-375 du 12 mai 2001 portant nomination des ministres, d'un nouveau ministère dénommé " Ministère des PME et du Commerce ", consacre le rôle moteur que doit jouer la petite et moyenne entreprise dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de l'intervention de l'Etat en faveur de ce secteur, il est donc apparu que la mise en place d'un réceptacle unique organisé autour d'un dispositif institutionnel cohérent de coordination des actions, doit être considéré comme une option stratégique incontournable, du Gouvernement du Sénégal.

C'est sous cet angle qu'il convient de considérer la décision des pouvoirs publics de créer l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, dont la mission sera :

- ▶ de conseiller et d'encadrer les PME en voie de création ou déjà existantes, en leur apportant les informations à caractère économique, commercial et réglementaire adéquates, ainsi qu'une assistance stratégique propre à faciliter leur développement, en procédant à des analyses sectorielles et en les aidant à renforcer leur capacité de gestion ;
- ▶ de former leur personnel dirigeant et d'encadrement ;
- ▶ de surveiller les PME bénéficiaires de concours publics et éventuellement celles bénéficiaires de crédits octroyés par des établissements financiers ;
- ▶ de faire toute proposition allant dans le sens d'une amélioration de leur cadre législatif et réglementaire.

Les pouvoirs publics ont par ailleurs conçu une stratégie de promotion des micro entreprises, notamment celles évoluant dans le secteur informel, en vue de leur aménager un cadre favorable à leur expansion. C'est ainsi que l'Agence aura également pour tâche de favoriser de manière adéquate la modernisation des micro entreprises, à travers des créneaux ou filières porteurs de croissance, selon les principes de l'intermédiation du faire faire.

Elle permettra également de mieux structurer l'appui de l'Etat en leur faveur et contribuera ainsi au développement d'une offre compétitive de leurs produits et services.

L'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, placée sous la tutelle du Ministère de PME et du Commerce, est structurée autour de deux organes :

- ▶ le Comité de Direction qui définit les orientations stratégiques de l'Agence et s'assure de la bonne exécution des missions qui lui sont assignées ;
- ▶ le Directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre des PME et du Commerce et qui agit sous la supervision du Comité de Direction.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2001-373 du 10 mai 2001, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2001-375 du 12 mai 2001, portant nomination des ministres ;

Vu le décret n° 2001-406 du 21 mai 2001, relatif aux attributions du Ministre des PME et du Commerce ;

Vu le décret n° 2001-668 du 30 août 2001 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport du Ministre des PME et du Commerce ;

DECRETE :

Article premier. - Il est créé une structure administrative autonome, rattachée au Ministère des PME et du Commerce, dénommée « Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises »

Art. 2. - L'objet de l'Agence est d'assister et d'encadrer les petites et moyennes entreprises qui en font la demande ou qui bénéficient de prêts de la part de l'Etat.

Les micro-entreprises entrent dans le champ d'activités de l'Agence

Art. 3. - L'Agence est plus particulièrement chargée des missions suivantes :

- ▶ l'Agence conseille les sénégalais désireux de créer une entreprise sur les procédures à suivre, l'état des marchés, les conditions d'approvisionnement, les débouchés possibles, les règles de gestion et de comptabilité à respecter.
- ▶ L'Agence apporte également son soutien aux petites et moyennes entreprises existantes en leur fournissant une assistance stratégique afin de faciliter leur développement. Dans ce cadre l'Agence réalise des analyses sur les risques et les opportunités des marchés, sur les débouchés des entreprises et sur leurs facultés d'exportations. L'Agence assiste par ailleurs les entreprises pour la mise en place ou le développement d'outils de gestion et de comptabilité adaptés à leurs besoins.
- ▶ L'Agence organise des actions de formation au profit des responsables des petites et moyennes entreprises.

► L'Agence contribue à l'amélioration du cadre institutionnel, technique et fiscal des petites et moyennes entreprises. A cette fin ; elle formule des propositions auprès du Ministre des PME et du Commerce.

► L'Agence est chargée de surveiller les petites et moyennes entreprises qui bénéficient de crédits de la part de l'Etat. Elle peut également exercer cette surveillance à l'égard de toutes les petites et moyennes entreprises qui bénéficient de crédits de la part d'établissements financiers. Dans ce cadre, l'Agence surveille la comptabilité de l'entreprise en liaison avec l'organisme prêteur. Elle peut évaluer également les risques et les opportunités de développement dans certains secteurs économiques.

Art.4. - L'Agence est gérée par un Directeur général sous la supervision d'un Comité de Direction.

Art. 5. - Le Comité de Direction est chargé de :

- définir les orientations stratégiques de l'Agence ;
- s'assurer de la bonne exécution des missions de l'Agence ;
- approuver le budget annuel de l'Agence ;
- approuver le manuel de gestion et de procédures ainsi que l'organigramme de l'Agence, préparés par le Directeur général ;
- approuver les états financiers arrêtés par le Directeur général, au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice ;
- adopter le rapport annuel d'activités de l'Agence préparé par le Directeur général.

Art. 6. - Le Comité de Direction est présidé par une personnalité nommée par décret sur proposition du Ministre des PME et du Commerce.

Le Comité de Direction comprend en outre :

- un représentant du Premier Ministre ;
- un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- un représentant du Ministre de l'Artisanat et de l'Industrie ;
- un représentant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- un représentant du Ministre de la Pêche ;
- un représentant du Ministre des PME et du Commerce ;
- deux représentants du secteur privé nommés par arrêté du Ministre des PME et du Commerce ;
- un représentant de l'Union nationale des Chambres de Commerce.

Le Comité de Direction se réunit au moins une fois par trimestre et toutes les fois que son président le juge utile. Il est convoqué par son président qui fixe l'ordre du jour de la réunion.

Le Directeur général assiste au Comité de Direction avec voix consultative. Il assure le secrétariat du Comité. Les fonctions de membre du Comité de Direction sont gratuites.

Art. 7. - L'Agence est gérée par un Directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre de PME et du Commerce.

Le Directeur général est chargé de la gestion de l'Agence.

Il prépare les travaux du Comité de Direction et il met en œuvre les orientations arrêtées par ce Comité.

Le Directeur général prend toute décision utile à la bonne marche de l'Agence. Il prépare et exécute le budget de l'agence dans les conditions fixées à l'article 8. Il élabore un manuel de gestion et de procédures et met au point l'organigramme de l'Agence. Il établit un rapport annuel d'activité qu'il soumet à l'approbation du Comité de Direction. Il arrête les états financiers de l'Agence.

Le Directeur général a la qualité d'employeur au sens du Code du Travail.

Art. 8. - L'Agence est dotée d'un budget qui retrace ses ressources et ses dépenses.

Les ressources de l'Agence sont constituées par :

- une dotation budgétaire annuelle allouée par l'Etat ;
- des sommes versées par les entreprises bénéficiaires des services de l'Agence ;
- des fonds mis à la disposition de l'Agence par les partenaires au développement dans le cadre de conventions passées à cette fin avec le Gouvernement ;
- le produit du placement des fonds disponibles.

Les ressources de l'Agence sont entièrement et exclusivement utilisées pour l'exécution de sa mission. Le budget de l'Agence est préparé et exécuté par le Directeur général qui en est l'ordonnateur.

Art. 9. - La comptabilité de l'Agence est tenue suivant les règles de la comptabilité privée.

L'Agence est soumise à un contrôle interne effectué par une structure de gestion et d'audit interne placée sous l'autorité du Directeur général. L'Agence est en outre soumise au contrôle des corps de contrôle de l'Etat.

Art. 10. - Le Ministre des PME et du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 29 novembre 2001

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mame Madior BOYE.